

BUREAU METROPOLITAIN DU mardi 11 janvier 2022

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16		
QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2
OBJET DE LA DECISION		
<p style="text-align: center;">N° 2 2 / 4 2</p> <p style="text-align: center;">21TRAV01 - ACCORD- CADRE A BONS DE COMMANDE RELATIF AUX TRAVAUX DE MISE EN PLACE DE PROTECTIONS CATHODIQUES SUR LES OUVRAGES MARITIMES DES PORTS GERES PAR LA METROPOLE TPM - AUTORISATION DE SIGNATURE</p>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI,
M. Robert BENEVENTI,
Mme Nathalie BICAIS,
M. Robert CAVANNA, M.
Yannick CHENEVARD, M.
Jean-Pierre COLIN, M.
Hubert FALCO, M. Jean-
Pierre GIRAN, M. Arnaud
LATIL, M. Jean-Louis
MASSON, M. Ange MUSSO,
M. Francis ROUX, M. Jean-
Sébastien VIALATTE, M.
Gilles VINCENT

ABSENTS :

M. Christian SIMON, M.
Hervé STASSINOS

DECISION METROPOLITAINE

N° 2 2 / 4 2

BUREAU DU 11 janvier 2022

**OBJET : 21TRAV01 - ACCORD-CADRE A BONS DE
COMMANDE RELATIF AUX TRAVAUX DE MISE EN
PLACE DE PROTECTIONS CATHODIQUES SUR LES
OUVRAGES MARITIMES DES PORTS GERES PAR LA
METROPOLE TPM - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU METROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5, L2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14, du Code de la commande publique,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le procès-verbal de la Commission d'Appel d'Offres en date du 30/11/2021,

CONSIDERANT que la présente consultation concerne un accord-cadre à bons de commande relatif aux travaux de mise en place de protections cathodiques sur les ouvrages maritimes des ports gérés par la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

CONSIDERANT que les travaux concernent les ouvrages maritimes et portuaires des différents sites suivants, à ce jour, les ports gérés sont :

- Saint-Louis du Mourillon,
- Darse Nord du Mourillon,
- Toulon Côte d'Azur,
- Toulon Vieille Darse,
- Brégaillon,
- La Seyne sur Mer Vieux Port,
- La Seyne sur Mer Nouveau Port,
- Espace Grimaud,
- Bois Sacré, Balaguier,
- Le Manteau,
- Tamaris,
- La Petite Mer,
- Pin Rolland,
- Saint- Mandrier,
- La Tour Fondue,
- Saint-Elme,
- L'Aiguade sur l'île du Levant,
- Porquerolles,
- le Brusca
- la Madrague de Giens,

CONSIDERANT qu'il n'est pas prévu de décomposition en lots,

CONSIDERANT qu'une consultation sous forme d'appel d'offres a été lancée en date du 28/04/2021 avec une remise des offres fixée au 08/06/2021,

CONSIDERANT que la publicité réglementaire a été publiée sur les sites du BOAMP, JOUE, TPBM et de la plateforme de dématérialisation,

CONSIDERANT que 21 dossiers ont été retirés,

CONSIDERANT que 5 plis ont été déposés dans les délais,

CONSIDERANT qu'un courrier de régularisation a été envoyé le 29/06/2021 au candidat ALPHA NAUTIQUE SERVICES avec une Date Limite de Remise des Offres fixée au 05/07/2021, dont la réponse a été reçue dans les délais impartis,

CONSIDERANT que suite à la Commission d'Appel d'Offres les membres de la commission décident de classer n°1 l'offre de l'entreprise ECTM sise Les Pennes-Mirabeau (13170),

CONSIDERANT que le candidat présentait les garanties et capacités techniques, professionnelles et financières suffisantes,

CONSIDERANT que le candidat ne sera attributaire du marché qu'après avoir fourni l'ensemble des pièces fiscales et sociales demandées,

CONSIDERANT qu'à défaut de production de ces pièces dans les délais impartis, le marché ne pourra pas lui être attribué et la demande sera envoyée au candidat placé en seconde position,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer le marché avec l'entreprise ECTM, pour un montant estimatif de 185 185,00 € HT étant précisé :
Minimum : 120 000 € HT/ maximum : 500 000 € HT, pour chaque période de reconduction.

ARTICLE 3

DE DIRE que l'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an.
Il pourra être reconduit trois fois, par période successive de 12 mois chacune.

ARTICLE 4

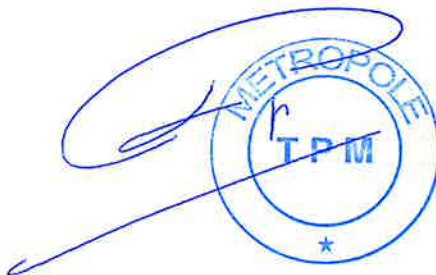
DE DIRE que les crédits sont inscrits aux budgets 30.31.32.33.34.35.36.37 –
Sections fonctionnement et investissement - Articles 6156 et 2153.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à TOULON, le 11 janvier 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR : 14
CONTRE : 0
ABSTENTION : 0

